

LES ENGAGÉS POUR LA SANTÉ : 41 PROPOSITIONS POUR MAINTENIR UN SYSTÈME DE SANTÉ ÉQUITABLE ET RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Les diverses rencontres et travaux conduits au cours de l'année 2019 ont permis l'identification de plusieurs propositions d'action qui vont être mises en place dès 2020. En effet, les Engagés pour la Santé ne veulent pas se contenter de discussions ; ils veulent proposer des actions concrètes visant aussi bien à changer les choses de l'intérieur du système de santé qu'à influencer le monde politique en utilisant leur légitimité de professionnels de la santé et de patients. Ce document liste 41 propositions d'actions concrètes et il en résume les points principaux.

- **Au cours de l'année 2020**, les membres des Engagés pour la santé vont travailler par petits groupes de 2 à 3 à l'amélioration du contenu de ces propositions et à la concrétisation de ces actions.
- **Lors des 4 assemblées générales annuelles**, les groupes pourront rendre compte des avancées de leurs démarches, à tour de rôle en fonction de ce qu'ils auront pu mettre en place ou des questions qui émergeront.
- Divers intervenants seront invités pour des conférences et débats sur des points précis.

DOMAINE D'ACTION		ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS		POLITIQUE / LOBBYING
MANIFESTE		PRINCIPE : <i>Le manifeste exprime les idées et valeur fondamentales qui nous réunissent. Par sa signature, la personne s'engage à faire en sorte de respecter les objectifs qui s'y trouvent et à faire des choix en phase avec son contenu</i>		
	Ma1	DIFFUSER LE MANIFESTE dans tous les cabinets et auprès des patients et partenaires <i>La diffusion du manifeste peut être une manière de conduire un recrutement de nouveaux membres et à terme de mettre en place un réseau de professionnels et de patients se retrouvant/reconnaissant dans nos valeurs</i> <ul style="list-style-type: none"> • Discuter (en AG) de l'utilité ou non d'une signature personnelle ou institutionnelle du manifeste comme marque d'engagement • Contacter les sociétés professionnelles • Contacter les associations de patients • Contacter les associations de consommateurs • Présenter le manifeste, expliquer les actions • Favoriser l'adhésion aux Engagés • Créer le concept d'un label « Engagés » ? 	Mp2	DIFFUSER LE MANIFESTE parmi les politiques <i>Il est important que les politiques soient clairement informés de l'existence et des principes de base de notre action : un travail particulier doit être fait pour diffuser le manifeste auprès des politiques et pour en rappeler régulièrement l'existence</i> <ul style="list-style-type: none"> • Discuter (en AG) de l'utilité ou non d'une signature personnelle ou par groupe politique du manifeste comme marque d'engagement • Réfléchir à une stratégie à l'égard des politiques • Contacter les groupes politiques du Grand conseil • Présenter le manifeste, expliquer les actions • Imaginer une stratégie de lobbying • Identifier des « alliés » dans le grand conseil afin de relayer régulièrement nos actions

DOMAINE D'ACTION		ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING
ENVIRONNEMENT		<p>PRINCIPE : <i>La détérioration de l'environnement et le dérèglement climatique ont un impact majeur sur la santé, et donc sur les coûts de la médecine et en cascade sur la solidité du système de santé. S'engager à l'égard des questions climatiques a un impact sur la viabilité du système de santé et contribue à en limiter les coûts et donc à le maintenir accessible à tous.</i></p>	
	<p>Ea1</p> <p>DÉFINIR LE PROFIL D'UN CABINET ÉCO-RESPONSABLE <i>L'activité médicale peut avoir un impact majeur sur l'environnement, en produisant des déchets, en prescrivant des médicaments parfois inutiles qui se retrouvent dans l'environnement, en utilisant des outils jetables etc... Il s'agit donc de proposer des pistes pour avoir une pratique médicale favorable à l'environnement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travail déjà bien avancé par N Senn et ses collègues • Produire ou identifier un document donnant des conseils pratiques clairs (et un label ?) • Réfléchir à une stratégie de diffusion de ces recommandations • Les mettre en lien avec la stratégie des Engagés (montrer comment appliquer ces principes va dans le sens des idées du manifeste) 	<p>Ep1</p>	<p>DIFFUSER L'INFO SUR L'URGENCE CLIMATIQUE AUPRES DES POLITIQUES et faire le lien avec la santé et les coûts de la santé <i>Certains politiciens ignorent les impacts du changement climatique sur la santé et donc sur le système de santé : il faut que les professionnels mettent sur pied des événements d'information à leur intention et conduisent un travail de lobbying</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancet countdown • Autres vidéos et info claires • Développer un support clair, concis et précis (page du site internet ?) • Identifier des stratégies de lobbying • Demander de décliner concrètement les conséquences de la déclaration de l'urgence climatique (inviter un député à venir le faire ?) • Voir s'il faut se limiter au canton
	<p>Ea2</p> <p>DÉFINIR STRATEGIES THERAPEUTIQUES ÉCO-RESPONSABLE <i>Identifier les éléments d'une pratique médicale favorable à l'environnement, que les patients puissent mettre en acte (les pratiques mises en acte par le médecin sont définies sous Ea1)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilité • Régime alimentaire • Activité physique (groupes de marche du vendredi matin) • Evitement des pesticides et des expositions diverses 	<p>Ep2</p>	<p>FAIRE DES PUBLICATIONS ET PRISES DE PAROLE MEDIA <i>Identifier des occasions de diffuser les idées des Engagés en identifiant des médias ouverts ou non à ces idées et leur proposer des articles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier des messages porteurs et bien construits • Mettre à jour les connaissances • S'inspirer d'autres groupes actifs en Suisse ou à l'étranger • Mettre à jour le contenu du site internet et le nourrir

	Ea3	<p>DÉFINIR CE QU'EST UN HÔPITAL ÉCO-RESPONSABLE</p> <p><i>Alors que le domaine de la santé, et en particulier les hôpitaux, ont un bilan carbone très mauvais, plusieurs grands hôpitaux du reste du monde ont une stratégie de transformation écoresponsable de leurs hôpitaux : il faut en faire de même dans notre canton en nous inspirant de ces démarches déjà abouties (ne pas réinventer la roue).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décrire les actions possibles pour mettre en place des hôpitaux écoresponsables • Rencontrer la direction des divers hôpitaux 	Ep3	<p>PRENDRE POSITION A L'EGARD DES VOTES LIES A L'ENVIRONNEMENT</p> <p><i>Nous avons besoin d'un groupe de veille qui garde un calendrier des divers objets qui seront soumis au vote et qui concernent l'environnement : pour chacun de ces votes, les Engagés devront prendre la parole et apporter leur point de vue au débat</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'un calendrier des objets soumis au vote (cantonal et fédéral) qui sont relatifs à l'environnement • Identification des arguments relatifs à la santé • Préparation d'arguments et d'un message clairement documenté
	Ea4	<p>DIFFUSER LE LANCET COUNTDOWN ON HEALTH AND CLIMATE CHANGE</p> <p><i>Il faut développer une stratégie de communication active sur la durée, par le biais de divers événements rassemblant les professionnels de la santé, afin de diffuser la connaissance détaillée des implications du changement climatique sur la santé. Il faut aussi proposer des actions possibles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les congrès, auprès des associations faitières ; • Sensibiliser les associations professionnelles • Sensibiliser les professionnels de la santé • Sensibiliser les académiques de la santé • Sensibiliser les associations de patients 	Ep4	<p>SUIVI DES POSITIONS POLITIQUES DES ELUS A L'EGARD DE L'ENVIRONNEMENT ET DEMANDER DES COMPTES</p> <p><i>Trouver le moyen de suivre les positions des élus et de rendre visible leur attitude à l'égard des questions d'environnement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les parlementaires soutenant notre démarche • Rencontrer ceux qui n'y sont pas sensibles • Suivre les prises de position de chacun d'entre eux • Les contacter avant les votes importants

	Ea5	<p>PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT DES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT</p> <p><i>Il est important de diffuser l'information auprès de tous les professionnels de la santé dans le cadre de leur formation, et ce dans tous les corps de métier, vu leur implication par la suite dans la prescription et l'interaction avec les patients. Il s'agit donc de proposer un contenu d'information générale et des éléments spécifiquement adressés à chacune des professions. Identifier également quelles sont les personnes à contacter pour mettre en place la stratégie de formation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole de médecine (stratégie déjà en cours) • HES SO • Ecoles de Physio • ... 	Ep5	<p>SOUTIEN ET COLLABORATION AVEC LES AUTRES ASSOCIATIONS DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ POUR L'ENVIRONNEMENT</p> <p><i>Plusieurs associations ont les questions d'environnement comme objectif principal (alors que ce n'est que l'un de nos axes d'action) ; les Engagés peuvent se faire le relais de ces associations sur leur site et officiellement soutenir leurs démarches en prenant position. Ce groupe de travail devra :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les associations de médecins pour l'environnement (canton de Vaud et Suisse) • Contacter les responsables • Identifier leur démarche • Recenser ces associations sur le site • Suivre leur action et mettre à jour le site • Prendre position en cas d'action • S'informer des conférences et autres manifestations qu'ils organisent
	Ea6	<p>CAFES CULTURE SANTE ENVIRONNEMENT</p> <p><i>Un lien direct avec les citoyens est un élément de la diffusion de l'information. Une stratégie possible est la mise en place de cafés-culture environnement au cours desquels certains sujets peuvent être abordés et discutés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposition d'Eric Lainey d'en animer un à Lausanne • Voir si ce projet doit être étendu à d'autres lieux – villes 		

DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING
TRANSPARENCE	<p>PRINCIPE : <i>Restaurer la transparence dans le système de santé contribuera à rétablir un climat de confiance et permettra une meilleure gestion du système et de rendre les partenaires responsables de leurs actions. Cette transparence doit être exigée de l'ensemble des partenaires, au minimum à l'égard des prestations dépendant de l'assurance de base, considérant qu'elle est obligatoire et donc financée soit par les patients, soit par l'état quand ceux-ci ne peuvent pas en assumer les charges.</i></p>	
	<p>Ta1</p> <p>TRANSPARENCE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE A L'EGARD DE LEUR PRATIQUE : GÉNÉRALISATION DES CERCLES DE QUALITÉ</p> <p><i>La transparence ne doit pas être l'affaire seulement des assurances et des politiciens : les professionnels de la santé doivent aussi accepter ce principe. La presse s'est régulièrement fait l'écho d'examens et de prescriptions inutiles qui mettent le système à mal : il est donc primordial que les professionnels établissent la transparence à l'égard de leur pratique. Une option possible semble être celle de la généralisation des cercles de qualité, mais d'autres pistes doivent être trouvées. Il s'agit de réfléchir aux questions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une stratégie permettant de rendre plus transparentes les pratiques médicales • Généralisation des cercles de qualité • Définitions des pratiques préventives qui permettent des économies (ceci est en lien avec la nécessité de définir une structure tarifaire favorisant les mesures préventives qui sont moins coûteuses que certains actes) • Identification des domaines principaux de dépenses inutiles et définition de stratégies permettant d'y remédier • Discussion avec les sociétés professionnelles pour voir quel engagement elles peuvent prendre 	<p>Tp1</p> <p>DEMANDER LA TRANSPARENCE SUR LES SOUTIENS AUX POLITIQUES</p> <p><i>Les parlementaires sont informés par divers lobbies et sont parfois intéressés financièrement par certains groupes d'intérêt, ce qui peut influencer leur point de vue à l'égard des objets soumis au vote. Il faut établir la transparence à l'égard de ces intérêts de manière à ce que la population sache quelles sont les influences auxquelles les parlementaires sont soumis.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les lobbyistes • Identifier les financements des politiciens • Identifier les financeurs des campagnes mises en place par les partis • Identifier les conseils d'administration dont les politiciens sont membres

	Ta2	<p>TRANSPARENCE SUR LE REVENU DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE QUI SONT A LA CHARGE DE LA LAMAL</p> <p><i>La très grande majorité des professionnels de la santé a une pratique honnête ; un très faible nombre de collègues vise par contre une médecine commerciale qui coûte en termes financiers et en termes d'image : il est nécessaire que les professionnels de la santé et les médecins en particulier s'appliquent à eux-mêmes les exigences de transparence qu'ils attendent des assurances et des politiciens</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer le manifeste à tous les médecins et les encourager à y adhérer (signer ?) afin de prendre un engagement moral • Proposer une méthode de transparence 	Tp2	<p>TRANSPARENCE DES FLUX FINANCIERS DES ASSURANCES</p> <p><i>Les comptes des assurances maladie (de base) sont opaques et les personnes chargées de réviser ces comptes sont trop peu nombreuses</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition des comptes détaillés par les assurances de base • Clarté de la séparation entre assurance de base et privée • Renforcement des ressources de surveillances
	Ta3	<p>PRINCIPES SMARTER MEDICINE</p> <p><i>Les principes de smarter medicine sont implantés dans divers domaines, mais pas toutes les branches de la médecine. De plus, leur connaissance est parfois limitée. Il s'agit de réfléchir à étendre ces principes et à les implanter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter les principes smarter medicine • Les étendre à toutes les branches • Soutenir leur implantation par le biais des sociétés de spécialités • Les enseigner en pré-gradué et formation continue • Les développer pour toutes les professions (et pas seulement les médecins) • Identifier des indicateurs d'impact des traitements, afin d'abandonner ceux qui ne servent à rien 	Tp3	<p>DÉNONCER LES INDUSTRIES QUI ONT UN IMPACT NÉFASTE SUR LA SANTÉ</p> <p><i>Certaines industries produisent des substances qui génèrent des coûts par le biais de l'augmentation du risque de maladie. Les politiciens doivent prendre position à l'égard de ces industries et édicter des lois bloquant la production de substances dangereuses et limitant voire interdisant l'utilisation de substances clairement nocives</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudier les attitudes d'autres gouvernements à l'égard de ces industries et les stratégies mises en place par exemple pour diminuer la consommation de tabac • Proposer l'adoption de lois similaires à l'égard des industries suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i) Tabac ii) Sucre et boissons sucrées iii) Pollution de l'air et des sols iv) Additifs alimentaires v) Bruit (lien aux voitures et transports)

	Ta4	IMPLANTATION DU MÉDECIN DE FAMILLE COMME GATE KEEPER <i>Certains pays ont mis en place un système qui fait du généraliste ou du médecin de famille un « gate keeper », ce qui évite les examens spécialisés inutiles, garantit une meilleure cohérence et permet de construire le traitement de manière logique</i> <ul style="list-style-type: none"> • Explorer les systèmes mis en place à l'étranger ou dans d'autres cantons • Définir le rôle de gate keeper • Convaincre les sociétés de médecins 	Tp4	PROPOSER L'IMPLANTATION DU MÉDECIN DE FAMILLE COMME GATE KEEPER <i>Certains pays ont mis en place un système qui fait du généraliste ou du médecin de famille un « gate keeper », ce qui évite les examens spécialisés inutiles, garantit une meilleure cohérence et permet de construire le traitement de manière logique</i> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer cette démarche au plan politique en expliquant son potentiel impact sur la limitation des dépenses inutiles
	Ta5	INFORMER LES PATIENTS SUR LES ASPECTS FINANCIERS DE LA SANTE <i>Les patients doivent eux aussi être informés sur les coûts de la médecine et le rôle qu'ils peuvent jouer pour les limiter. Une meilleure connaissance des enjeux peut les responsabiliser et en faire des partenaires pour viser une utilisation rationnelle des ressources</i> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les patients aux questions de financement des soins • Développer un support à distribuer aux patients pour les informer • Rendre les patients partenaires des médecins (manifeste) • Se mettre en lien avec les associations de patients et les sociétés de consommateurs 		

	Ta6	<p>INCLURE LES QUESTIONS D'ECONOMICITE DANS LA FORMATION PREGRADUEE DES PROFESSIONNELS</p> <p><i>La formation des jeunes professionnels de la santé ainsi que la formation continue des diplômés sont des éléments fondamentaux de la diffusion des démarches de contrôle des coûts de la santé. Il est important de proposer une stratégie de formation claire aux diverses écoles et institutions de formation continue</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole de médecine • HES-SO • Autres professions • ... 		
	Ta7	<p>INCLURE LES QUESTIONS D'ECONOMICITE DANS LA FORMATION POST GRADUEE ET CONTINUE DES PROFESSIONNELS</p> <p><i>Il ne suffit pas de former les jeunes ; les professionnels déjà en activité doivent également être formés ou leur formation doit être mise à jour. En particulier, les personnes occupant des postes de cadres ou de chefs de service doivent être formées également, vu leur impact sur les personnes en formation et les pratiques dans leurs services</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Proposer une stratégie de formation continue</i> • <i>Identifier les lieux et stratégies possibles pour informer les cadres et chefs de service</i> • <i>Proposer des formations courtes et concrètes</i> • <i>Contacter les hôpitaux et les groupements de formation continue</i> 		

DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING
INFORMATION COMMUNICATION	PRINCIPE : <i>Renforcer l'information au sujet des questions relatives au système de santé et aux problématiques qui ont un impact sur sa viabilité, ainsi que renforcement des stratégies de prévention</i>	
	<p>ICa1</p> <p>PREVENTION/PROMOTION DE LA SANTE</p> <p><i>Recenser/cartographier les actions publiques et privées (associations, organisations etc.) de prévention et de promotion de la santé disponibles dans le canton de Vaud</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Reprendre le document « Vers un système de santé durable » de l'ASSM ainsi que les actions de Promotion Santé Suisse • Examiner l'existant et les liens (qui travaille avec qui, qui a accès à quoi) ainsi que les modalités d'accès (qui finance) • Promouvoir les bonnes pratiques (locales ou régionales) et identifier les lacunes 	
	<p>ICa2</p> <p>RENFORCER LES COMPETENCES SUR LA SANTE</p> <p><i>Les individus doivent pouvoir avoir accès à des informations leur permettant d'acquérir des compétences de base pour gérer leur propre santé.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier / Cartographier les actions locales et/ou régionales qui vont dans ce sens* • Faire des propositions de contenu, par exemple au niveau des écoles (contenus pédagogiques, cursus scolaire) 	

DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING
COLLABORATION	PRINCIPE : <i>Faire en sorte d'assurer la transmission des informations tout au long de l'épisode de santé d'un patient.</i>	
	<p>COa1</p> <p>DÉVELOPPER UNE CULTURE DE COLLABORATION INTERPROFESSIONNELLE</p> <p><i>Proposer une stratégie concrète afin de garantir la qualité et la sécurité des soins et développer une symétrie de l'information.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer une approche interprofessionnelle autour du projet thérapeutique du patient. • Reconnaître les actes médico-soignants des autres acteurs de santé • En cas d'hospitalisation : organiser réseau de transmission 	
	<p>COa2</p> <p>UTILISER LE DOSSIER ELECTRONIQUE DU PATIENT (DEP) COMME FIL ROUGE</p> <p><i>La mise en place d'un dossier électronique du patient permettrait la mise en commun des données et permettrait de ne pas répéter inutilement des investigations. Les Engagés pourraient être actifs selon les axes suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Exploiter les ressources numériques des données médicales • Mobiliser les patients et soignants (médecins) au DEP par une formation des intervenants à son usage et la transcription et l'interprétation des informations qui s'y trouvent. (Informations structurées) • L'apport de la technique doit libérer du temps au profit de l'aspect relationnel dans la prise en charge de patient. • Mise en lien avec ceux qui développent cet outil • Proposer des idées de contenu 	

DOMAINE D'ACTION		ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS		POLITIQUE / LOBBYING
MÉDICAMENTS		PRINCIPE : <i>Les médicaments représentent une part importante des coûts de la santé (13% des coûts globaux et 20% des dépenses couvertes par la LAMAL). Les régulations sont compliquées, la Suisse est un îlot de cherté, incitation au gaspillage...</i>		
	Ma1	RECOURS RAISONNABLE ET SOBRE AUX TRAITEMENTS MÉDICAMENTEUX <i>Proposer un document qui résume les stratégies d'utilisation économique des médicaments et le diffuser auprès des médecins et des étudiants</i> <ul style="list-style-type: none"> • Indépendance rigoureuse des décisions thérapeutiques, dénonciation de l'emprise commerciale sur la prescription et des propagandes du genre «More is better», «New is better», «Pricey is better»... • Recours préférentiel aux génériques chaque fois que c'est possible, prescription en DCI, utilisation des traitements non médicamenteux • Lutte contre le gaspillage de médicaments comme de tous les moyens diagnostiques et thérapeutiques; sensibilité écotoxicologique • Lutte contre la médicalisation et la pharmaceuticalisation abusive des symptômes de la vie courante et la consommation irréfléchie de médicaments (prescription et automédication) • Inclure ces principes dans l'enseignement en école de médecine 	Mp1	TRANSPARENCE SUR LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION DES MÉDICAMENTS À CHARGE DE L'ASSURANCE DE BASE. <ul style="list-style-type: none"> • Les producteurs doivent rendre des comptes à la collectivité pour justifier leurs exigences de prix à charge de l'assurance de base. • Les contributions du secteur public à la recherche doivent être prises en compte. • Ces analyses doivent être vérifiables par des instances indépendantes, en sus d'un Health technology assessment efficace et transparent lui aussi. • Les débats sur l'enregistrement (Swissmedic) et l'admission sur la liste des spécialités (OFSP) doivent être publics.

	Ma2	<p>OFFRIR AUX PROFESSIONNELS ET AU PUBLIC UN SYSTÈME DE SOCIOVIGILANCE POUR DÉPISTER CERTAINS EFFETS PERVERS DU SYSTÈME DE SANTÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les praticiens pourraient annoncer sur un formulaire <i>ad hoc</i> le cas anonymisé d'un patient victime d'une inéquité ou d'une absurdité (traitement inaccessible, surcoût injustifié, incitations médicalement discutables etc.) et consentant à la publication de sa situation • Cette annonce serait relue par un groupe de modérateurs garants de la véracité du cas et assurant l'anonymisation de l'annonceur • Un conseil et un commentaire seraient éventuellement demandés à des spécialistes (pharmacologue, juriste, spécialiste consommateurs etc.) • Un outil internet (blog) recueillerait ces annonces et les tiendrait à disposition de la collectivité, avec possibilité de réactions 	Mp2	<p>EXPLORATION DE MESURES RÉGLEMENTAIRES INNOVANTES VISANT À LIMITER LES COÛTS DES TRAITEMENTS MÉDICAMENTEUX :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de demandes d'enregistrement d'indication ou d'admission sur liste des spécialités par d'autres que le fabricant • Audits du contrôle des finances dans les cas litigieux, dénonciation des abus de position dominante • Essais de facilitation des importations parallèles • Fixation de prix plancher pour les génériques • Prononcé de licences obligatoires dans des cas ciblés d'abus (compulsory license, exception à la protection absolue de la propriété intellectuelle, prévue par les TRIP dans des situations où un intérêt public majeur prime)
			Mp3	<p>RÉÉQUILIBRAGE DES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC DANS L'APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encouragement à une recherche clinique publique non commerciale (<20% actuellement) • Intervention accrue des services publics pour prévenir / corriger les ruptures d'approvisionnement en médicaments de base (stockage, mandats à des firmes régionales, pharmacie de l'armée, pharmacies hospitalières) • Attention au maintien de compétences en innovation, recherche, développement et production de médicaments dans le secteur académique et hospitalier (maladies négligées et orphelines) • En cas de mise sur pied d'une assurance publique, y associer un système rationalisé d'approvisionnement pharmaceutique

AUTRES DOMAINES	<i>Plusieurs autres idées avaient été énoncées lors du world café et ne s'étaient pas retrouvées dans les groupes de discussion. Parmi celles-ci, la question du système de tarification, de ce sur quoi l'accent doit être mis (technique vs contact, traitement vs prévention) et celle des priorités qui doivent être celles du système de santé : quantité vs qualité, traitement des symptômes vs lien relationnel et vision globale de la santé...</i>		
DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING	
TARIFICATION DES ACTES MEDICAUX ET SOIGNANTS	PRINCIPE : <i>Les principes de tarification actuels favorisent les actes au contraire du temps de coordination et du temps relationnel. Ce système encourage les coûts et décourage les stratégies visant à diminuer les dépenses de santé. Ce système doit être revu.</i>		
		Tp1	VALORISER LE TEMPS RELATIONNEL ET DE PRÉVENTION DANS L'AOS <i>La tarification actuelle valorise de manière très favorable les actes techniques et valorise trop peu les actes de relation et de prévention</i> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier clairement les actes concernés • Montrer leur potentielle plus-value et leur économicité • Proposer cette liste aux décideurs
		Tp2	AMELIORER LE FINANCEMENT DES TÂCHES DE COORDINATION DES SOINS : <i>Mieux valoriser les tâches de prévention et de coordination des soins (téléphones permettant de se renseigner ou de transmettre l'information etc...)</i> <ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le rôle de gate-keeper et de coordination des médecins de famille • Valoriser le rôle des infirmiers dans la coordination des soins • Valoriser le temps pris pour récolter les informations auprès des confrères • Proposer une nouvelle stratégie de financement

			Tp3	RECONNAISSANCE DES ACTES INFIRMIERS <i>Les infirmiers peuvent réaliser de nombreux actes de soins en augmentant l'économicité. Ils peuvent combler la pénurie de médecins</i> <ul style="list-style-type: none"> • Lister les actes infirmiers possibles • S'inspirer de systèmes mis en place dans d'autres régions ou pays • Proposer ces idées aux décideurs
DOMAINE D'ACTION		ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS		POLITIQUE / LOBBYING
DOCUMENTATION	Da1	RECOLTER DE LA DOCUMENTATION SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU SYSTÈME DE SANTE <i>La question du système de santé est fréquemment abordée dans les médias ainsi que par diverses entités gouvernementales ou non gouvernementales. Ces publications contiennent d'excellentes idées dont les Engagés pourraient s'inspirer ou faire l'écho</i> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une veille de documentation • Stocker ces informations sur le site de l'association 		
	Da2	MISE À JOUR ET ENRICHISSEMENT DU SITE <i>Le site internet de l'association doit être régulièrement nourri et enrichi ; il est nécessaire que quelques personnes sachent comment le faire et que ce soit sur elles que convergent les informations à mettre en ligne</i> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier des personnes compétentes • Proposer une stratégie de récolte des informations et de leur mise en forme et en ligne • Discuter du rôle du comité ou de l'AG pour la validation des contenus ? 		

DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS		POLITIQUE / LOBBYING
REGULATION DU SYSTEME DE SANTE	<p>PRINCIPE : <i>Le système actuel est un mélange de système libéral avec financement obligatoire. La multiplication de certains type d'offre conduit à une augmentation des coûts ; s'il manque des généralistes, le nombre de spécialistes dans certaines branches est probablement excessif, ce qui conduit à une augmentation des coûts, chacun de ces spécialistes parvenant à rentabiliser son offre, si nécessaire en augmentant les prestations. Si le problème est complexe, un certain degré de régulation de l'offre doit être mis en place</i></p>		
			<p>RSp1</p> <p>REFLECHIR A UNE STRATEGIE DE REGULATION DE L'OFFRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier des démarches similaires conduites dans d'autres pays ou cantons • Limiter le nombre de spécialistes • Introduire le rôle de gate keeper par le médecin de famille • Régulation des outils techniques (IRM etc...) qui une fois installés vont conduire à une stratégie de rentabilisation • Proposer une stratégie aux politiques
			<p>RSp2</p> <p>CAISSE MALADIE UNIQUE ?</p> <p><i>La gestion trop obscure des finances de l'assurance maladie obligatoire rend impossible la régulation du système. La multiplication des caisses maladies multiplie les appareils de direction et les frais publicitaires inutiles. L'idée d'une caisse unique a cependant été rejetée à deux occasions. Il est utile d'explorer cette question et de définir la position des Engagés à cet égard</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les économies potentielles • Identifier les avantages et les désavantages • Construire un argumentaire permettant de définir la position des Engagés à cet égard

DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNELS	POLITIQUE / LOBBYING
PARTENARIAT AVEC LA POPULATION	PRINCIPE : <i>Le système de santé ne peut pas être construit seulement par les politiciens et par les assureurs : la population doit aussi avoir son mot à dire afin de définir les valeurs qui doivent être défendues et les priorités qui doivent être choisies. Il s'agit donc de mettre en place un débat citoyen ainsi qu'un réel partenariat entre soignants et soignés.</i>	
	PAPa1 METTRE EN PLACE UN DEBAT CITOYEN <i>La population doit se réappropriier les questions de santé et faire entrer les questions éthiques dans le débat</i> <ul style="list-style-type: none"> • Traiter les symptômes ou la personne ? • Prioriser ce qui doit être proposé • Quel risque tolérer ? • Renforcer les directives anticipées • Peut-on avoir toujours plus et aller toujours plus loin ? • Décider de ce que l'on peut se permettre et ce que l'on ne peut pas se permettre ? (Explorer expériences conduites ailleurs) 	

Version 26 février 2020

Le Comité de Engagés pour la santé